

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9^e) — Téléph. : CENTRAL 66-70

REDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e) — Téléph. CENTRAL 80-82

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

Tartufe à Schoenbrunn

François-Joseph passait pour le plus bigot des souverains catholiques, et sa Cour pour le suprême refuge de la dévotion intransigeante et pointilleuse.

Mais la dévotion va rarement sans l'hypocrisie. Tartufe est de toutes les monarchies et de tous les temps. Il est universel comme le catholicisme, et il a son âge.

L'empereur imposait à ses sujets le respect des lois de l'Eglise, mais, pour son compte personnel, il n'obéissait qu'à celles des prescriptions qui ne le gênaient pas.

Il n'est rien de plus sacré, pour un catholique, que le mariage. De pauvres diables se voient exclure de la société parce qu'ils fréquentent une femme qui n'est point celle à laquelle un curé, moyennant quelque argent, les associa pour la vie. Les empereurs et les rois sont au-dessus de ces lois et de ces usages.

Tout chrétien qu'il était, François-Joseph entretenait, durant toute sa vie, une vieille maîtresse ; il l'avait installée, du vivant de sa femme légitime, l'impératrice Elisabeth, et sans qu'elle l'ignorât, à deux pas du palais impérial. Lui rendait visite tous les matins, — après la messe.

Loïn de se scandaliser de cette union illégitime, de ce commerce coupable, de ces rapports réprouvés par l'Eglise, toute la Cour, pour flatter l'empereur, le souverain, combattait d'égarés respectueux sa vieille maîtresse.

Mais François-Joseph meurt. Aussitôt les courtisans hypocrites se rappellent que la morale catholique condamne de pareils liens. Et tous de tourner le dos à la pauvre vieille amie de l'empereur défunt. Et les affronts de pleuvoir...

Katherine Schraff (c'est le nom de cette ancienne actrice dont les charmes, il y a quarante ans, séduisirent l'empereur) arrivait en voiture au château de Schoenbrunn. Elle voulait s'agenouiller un instant auprès du corps de François-Joseph, — de son vieil ami qui, par testament, lui laissait un million de couronnes.

En d'autres temps, tous, les courtisans et leurs femmes, se fussent disputé l'honneur d'introduire l'amie toute-puissante du souverain, celle que l'on appelait l'impératrice sans couronne.

Mais, son ami mort, elle n'est plus rien, qu'une vieille femme sans pouvoir, sans influence.

Pris d'un tardif accès de pudibonderie, les courtisans repoussèrent Mme Schraff. La malheureuse ne put contempler une dernière fois les traits de son ami. Un fonctionnaire, superbe d'insolence, vint l'arrêter à la porte des appartements impériaux : défense d'entrer dans la chambre funèbre ; ordre de déguerpir au plus vite, de wider les lieux, de sortir précipitamment du château.

Ainsi en avaient décidé les deux filles de l'empereur, les archiduchesses Gisèle et Valérie. La dévotion de ces deux cailletons leur interdisait et de voir la « concubine » et de la laisser s'approcher, du cadavre de celui qui fut, quarante ans, son amant.

Nous apprendrons sans doute bientôt que la foi de ces deux péronnelles, si exigeante quand il s'agit d'une vieille actrice peu redoutable, ne leur a pas interdit, à elles, de s'allonger dans le lit de quelque hussard moustachu, ou de disparaître, un beau soir, au bras d'un tzigane vigoureux ou d'un cocher entreprenant.

Et c'est là toute la morale de la Cour d'Autriche, de cette cour où l'étiquette monarchique s'unit à la pudibonderie religieuse pour faire de la dissimulation une loi, de l'hypocrisie une obligation.

Tant que l'empereur vécut, ses filles étaient les premières, je l'ai raconté ici-même, à flatter basement la vieille actrice qui, jadis, fit les délices des nuits impériales.

Et maintenant, elles lui ont : Raca !...

O monarchies ! O religions !

Georges CLAIRES.

viens, la question des salaires n'a pas été discutée ; cependant les propriétaires des mines ont voté une réduction de 10 0/0.

Les délégués ouvriers se sont réunis avant de regagner Cardiff et ont voté une résolution réclamant de nouveau une augmentation de 15 0/0 et protestant contre tout contrôle du gouvernement qui ne serait pas appliqué à toutes les mines du pays. — (Daily Mail.)

LA THESE OFFICIELLE

Londres, 1^{er} décembre. — En annonçant hier, à la Chambre des Communes, que l'Etat était assuré le contrôle des mines du sud du pays de Galles, M. Runciman exprima l'espoir que cette mesure préviendrait les bénéfices de guerre exagérés et empêcherait des rivalités industrielles durant la guerre.

M. Snowden demanda si les propriétaires toucheraient un bénéfice fixe et si des augmentations de salaires éventuelles seraient supportées par l'Etat. M. Runciman déclara ne pouvoir donner aucune explication quant aux arrangements financiers. — (Daily Mail.)

Bourse de Paris

DU VENDREDI 1^{er} DECEMBRE 1916

La tendance du marché est toujours faible et divers compartiments sont encore l'objet de réalisations.

Fonds d'Etat : Français 3 0/0, 61.10 ; 5 0/0, 67.90 ; 50/100 non lib., 83.80. — Extérieure, 99.55.

Actions diverses : Banque de Paris, 1.065 ; Lyonnais, 1.150. — Nord de l'Espagne, 424 ; Saragossa, 420.50. — Monaco, 2.635 ; 1/2, 530. — Carouchois, 128. — Malacca, 121. — Mexicain, 680. — Brésiliens ord., 426.

Valuers miniers et : Balkan, 1.570. — Liégeois, 310. — Colombia, 715. — Grosny ord., 2.330. — Cape Copper, 134. — Spassky, 55. — Tanganyika, 70.75. — Chino, 409. — Utah, 738. — Modderfontein B., 195. — Rand Mines, 100. — De Beers ord., 354. — Jagersfontein, 110.50.

Avertissement

Daudet recommande ses histoires. Le voilà, malgré des échecs retentissants qui auraient pu l'avertir du danger d'exploiter la manie populaire pour les romans policiers, lancé à nouveau sur d'innombrables pistes de non moins innombrables traités.

Grand bien lui fasse ! Si cela amuse les lecteurs de l'Action Française. Et si cela peut faire oublier aux antisémites amis de Daudet après l'avoir été de Jules Guérin, la complicité de leur nouveau chef avec le forban qui les a trahis, il aurait tort de se priver de ce divertissement.

Seulement, si le métier de Daudet consiste à faire du roman policier, le métier des policiers, lui, est de faire de la police, sans plus.

Or, nous savons — nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls — que certains personnages de la police ne craignent pas de bâtir des romans tout exprès pour les donner, ou pour les vendre, à l'Action Française.

Que les instructions engagées suivent leur cours, que la justice ait toutes facilités de se renseigner sur tel ou tel suspect, rien de mieux. Mais l'affaire de la justice et de la police.

Communiquer à un journaliste qui fait profession de combattre le régime des rapports de police qui, d'ailleurs, étant rédigés tout exprès pour lui, sont loin de revêtir le caractère de probité et d'impartialité qui devrait être la règle dans l'établissement d'un travail de ce genre, c'est à la fois entraver la bonne marche de la justice et commettre une vilaine action.

C'est pourtant ce qui se produit. Mais c'est ce qui ne doit pas se reproduire. S'il y a — et il y en a — à la préfecture de police, des fonctionnaires sans conscience qui poussent l'improbité jusqu'à dérober des pièces officielles qui ne devraient jamais sortir de leur dossier que pour aller au Palais de Justice voisin, il n'y a qu'une mesure à prendre : les chasser.

On se bien que si nous parlons de ces choses, c'est que nous sommes en mesure d'apporter des précisions. Il ne nous plait pas, à nous, de faire du scandale et de troubler l'opinion publique par des révélations plus ou moins sensationnelles. Nous comptons sur les chefs mêmes de la police pour accomplir la besogne d'épuration qu'ils s'imposent. Nous avons la conviction qu'ils agiront à se débarrasser sans retard de leurs mauvais serviteurs.

Si pourtant ils n'en font rien, nous nous résignons à mettre les mains sur les yeux et nous dirions par quelle voie s'évadent les étranges documents qui servent à Daudet pour combattre la République et les républicains.

Seulement, si le métier de Daudet consiste à faire du roman policier, le métier des policiers, lui, est de faire de la police, sans plus.

Or, nous savons — nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls — que certains personnages de la police ne craignent pas de bâtir des romans tout exprès pour les donner, ou pour les vendre, à l'Action Française.

Que les instructions engagées suivent leur cours, que la justice ait toutes facilités de se renseigner sur tel ou tel suspect, rien de mieux. Mais l'affaire de la justice et de la police.

Communiquer à un journaliste qui fait profession de combattre le régime des rapports de police qui, d'ailleurs, étant rédigés tout exprès pour lui, sont loin de revêtir le caractère de probité et d'impartialité qui devrait être la règle dans l'établissement d'un travail de ce genre, c'est à la fois entraver la bonne marche de la justice et commettre une vilaine action.

C'est pourtant ce qui se produit. Mais c'est ce qui ne doit pas se reproduire. S'il y a — et il y en a — à la préfecture de police, des fonctionnaires sans conscience qui poussent l'improbité jusqu'à dérober des pièces officielles qui ne devraient jamais sortir de leur dossier que pour aller au Palais de Justice voisin, il n'y a qu'une mesure à prendre : les chasser.

On se bien que si nous parlons de ces choses, c'est que nous sommes en mesure d'apporter des précisions. Il ne nous plait pas, à nous, de faire du scandale et de troubler l'opinion publique par des révélations plus ou moins sensationnelles. Nous comptons sur les chefs mêmes de la police pour accomplir la besogne d'épuration qu'ils s'imposent. Nous avons la conviction qu'ils agiront à se débarrasser sans retard de leurs mauvais serviteurs.

Si pourtant ils n'en font rien, nous nous résignons à mettre les mains sur les yeux et nous dirions par quelle voie s'évadent les étranges documents qui servent à Daudet pour combattre la République et les républicains.

Seulement, si le métier de Daudet consiste à faire du roman policier, le métier des policiers, lui, est de faire de la police, sans plus.

Or, nous savons — nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls — que certains personnages de la police ne craignent pas de bâtir des romans tout exprès pour les donner, ou pour les vendre, à l'Action Française.

Que les instructions engagées suivent leur cours, que la justice ait toutes facilités de se renseigner sur tel ou tel suspect, rien de mieux. Mais l'affaire de la justice et de la police.

Communiquer à un journaliste qui fait profession de combattre le régime des rapports de police qui, d'ailleurs, étant rédigés tout exprès pour lui, sont loin de revêtir le caractère de probité et d'impartialité qui devrait être la règle dans l'établissement d'un travail de ce genre, c'est à la fois entraver la bonne marche de la justice et commettre une vilaine action.

C'est pourtant ce qui se produit. Mais c'est ce qui ne doit pas se reproduire. S'il y a — et il y en a — à la préfecture de police, des fonctionnaires sans conscience qui poussent l'improbité jusqu'à dérober des pièces officielles qui ne devraient jamais sortir de leur dossier que pour aller au Palais de Justice voisin, il n'y a qu'une mesure à prendre : les chasser.

On se bien que si nous parlons de ces choses, c'est que nous sommes en mesure d'apporter des précisions. Il ne nous plait pas, à nous, de faire du scandale et de troubler l'opinion publique par des révélations plus ou moins sensationnelles. Nous comptons sur les chefs mêmes de la police pour accomplir la besogne d'épuration qu'ils s'imposent. Nous avons la conviction qu'ils agiront à se débarrasser sans retard de leurs mauvais serviteurs.

Si pourtant ils n'en font rien, nous nous résignons à mettre les mains sur les yeux et nous dirions par quelle voie s'évadent les étranges documents qui servent à Daudet pour combattre la République et les républicains.



LES OMBRES PORTEES

« Le Censeur »

(La Caricature, 1888.)

SUR TOUS LES FRONTS

Les Germano-Bulgares

contre-attaquent au nord-ouest de Grunista

Ils parviennent à récupérer un peu de terrain

LE SORT DE BUCAREST

Communiqués

852^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

1^{er} décembre, 15 heures.

Nuit calme sur tout le front.

Les usines de Thionville et des bivouacs dans la région de Danvillers ont été bombardés par nos avions dans la soirée d'hier.

Communiqué d'Orient

Le 29 novembre, au nord-ouest de Grunista, deux violentes contre-attaques des Germano-Bulgares contre les positions conquises dans les journées précédentes par l'armée serbe ont échoué dans leur ensemble avec de grosses pertes pour l'ennemi.

En quelques points, celui-ci a réussi à reprendre pied dans les tranchées qu'il avait perdues. Le 30 novembre, le mauvais temps continu a empêché toute opération importante.

Pirlep a été bombardé par nos avions.

COMMUNIQUE BRITANNIQUE

Un coup de main ennemi dirigé hier soir contre nos tranchées au nord-est de Neuve-Chapelle a été repoussé. Au cours de la nuit, nous avons pénétré sur différents points dans les lignes ennemies au sud d'Armentières. Aucun autre fait à signaler en dehors de l'activité ordinaire de l'artillerie.

COMMUNIQUE SERBE

Salonvica, 30 novembre. — Hier, combats locaux dans la région de Graditchich, qui furent très sanglants.

Le lieutenant-colonel Vojin Popovitch y trouva une mort héroïque à la tête de son unité.

Sous les murs DE BUCAREST

L'attaque se précise

Londres, 1^{er} décembre. — Du Times : L'avance allemande a encore été portée plus proche de la capitale roumaine. Il semble que l'armée du Danube a commencé un mouvement de flanc vers l'est, afin de lancer, éventuellement et de plusieurs côtés, l'attaque contre Bucarest.

HINDENBURG ENVOIE DES RENFORTS

Rome, 1^{er} décembre. — Suivant des nouvelles venues indirectement de Vienne, le maréchal Hindenburg, pour réaliser son plan contre la Roumanie, aurait mis à une

UNE JOLIE BANDE

Calomniez !... Calomniez !..

Mais c'est l'histoire de la paille et de la poutre et les tares des professionnels de la calomnie ne se comptent pas

Grâce à son ami Léon Daudet, le sieur Spiard, chassé d'un casino pour erreurs fréquentes au jeu, et plusieurs fois condamné pour des délits de droit commun, est rentré dans le parti royaliste : il a repris du service dans la troupe de Philippe d'Orléans.

Il est devenu une manière de personnage.

L'Action Française signale sa présence aux cérémonies religieuses qu'elle fait célébrer. Que Spiard s'agenouille à la Madeleine, et tous les ligueurs en sont informés. Le nom de « M. Spiard » figure, sur la liste des notabilités royalistes, à côté de celui de son vieux complice Léon Daudet, mais aussi à côté de noms parfaitement honorables de royalistes parisiens, que ce voisinage ne doit pas enchanter.

Spiard « documente » Léon Daudet ; il lui fournit, pour ses campagnes intérieures, des thèmes de diffamation, des prétextes à calomnies.

Bref, c'est le parfait collaborateur, celui que l'on avoue et que l'on utilise, — quitte à le renier hypocritement, quand on le démasque.

DE « LA LESSIVE » A LEON DAUDET

C'est un vieux rêve que, grâce à son ami Léon Daudet, le sieur Spiard a pu ainsi réaliser.

Il y a trente ans, sinon plus, le sieur Spiard souhaitait déjà de devenir quelque chose dans le parti des princes d'Orléans, et pour y parvenir, pour se hisser sur le pavois de la notoriété, pour se signaler à l'admiration des fidèles de la branche cadette, il employait déjà les procédés qui sont devenus, par la suite, ceux de son ami, et sur certains points, son élève, Léon Daudet.

Comme Léon Daudet, le sieur Spiard, à ses débuts, ne concevait la propagande royaliste que sous une forme : la diffamation.

Les articles qu'il publia, en ces temps éloignés, lui valurent déjà de comparaitre devant les tribunaux.

Ce n'était pas encore le vol : mais c'était déjà la diffamation.

Ce n'était pas encore Paris et l'Action Française ; Spiard opérait alors à Perpignan, et la feuille dans laquelle il déposait ses... articles était un journal royaliste de cette ville, intitulé *La Lesive*.

Sur ce chapitre, qui l'assimile à Léon Daudet, le sieur Spiard n'a jamais varié.

Toujours il a, comme son ami le rédacteur en chef de l'Action Française, professé que la diffamation doit être l'arme préférée des royalistes.

« Il y a beau temps qu'ils en auraient dégouté le peuple, et qu'elle serait balayée ! »

C'est en 1900 que le sieur Spiard, le collaborateur actuel de Léon Daudet, laissait tomber ces lignes édifiantes.

Vous étonnez-vous encore d'avoir vu l'Action Française et son rédacteur en chef entourer d'égarés l'homme qui a écrit ces mots définitifs ?

Il peut être un grec professionnel, un voleur, pire encore, qu'importe !

L'Action Française doit honorer et elle l'honore, parce que, lorsqu'il accoucha de ces lignes, le sieur Spiard se révéla le véritable précurseur de Léon Daudet et de toute son école : c'est toute la méthode des néo-royalistes qui fut formulée, plusieurs années avant la fondation de l'Action Française.

UN PRECURSEUR

Le nationalisme intégral comporte une doctrine et une méthode.

La doctrine, on peut l'attribuer à Bonald ou à Joseph de Maistre, en retrouvant des lambeaux dans Auguste Comte et des parcelles dans Bossuet.

Mais la méthode, c'est Spiard, et lui seul, qui la formula exactement, dans ces paroles prophétiques :

« Médiocratie de la République... »

Saluez !...

Mais hâtez-vous de saluer, car bientôt vous songerez, non plus à vous découvrir devant ce type accompli du nationalisme intégral, mais, si respectueux que vous soyez des gloires du parti, à cracher au visage de cet être répugnant.

Cou-cou ! Les revoilà !

Mais oui, ils ne sont pas morts. Ils n'ont même pas vieilli. On pourrait croire que les expériences multiples de cette guerre n'ont abouti qu'à les rajeunir.

Les revoilà, nos bons annexionnistes de France, avec toutes leurs illusions, toute leur ravissante candeur, cette belle ingénuité si séduisante...

La nouvelle est invraisemblable peut-être. Elle n'en est pas moins vraie. Le Comité de la rive gauche du Rhin est constitué. Il se réunit dimanche. Après le café, à l'heure du cigare, ses membres vont se rassembler dans une maison amie du boulevard de Strasbourg, où règne un homme d'esprit qui, espérons-le, aura cette fois l'esprit de ne pas être là.

Car cela menace de n'être pas drôle. Ce vieil enfant de J.-L. Bonnet présidera. Albert Milhaud parlera de la Convention Nationale, dont il conserve, assure-t-il, les meilleures traditions.

Et puis, une fois encore, tous ensemble, autour du tapis vert, ces Messieurs départageront l'Europe. Cette province à la France. Cette autre à la Belgique. Cette troisième à l'Italie. Cette île à la Grèce. La Turquie... ah non ! pas aux Turcs. Car le principe des nationalités et des frontières naturelles sombre parfois dans des abîmes sans fond.

Naturellement, la Censure bienveillante ne manquera pas d'autoriser la publication de ces communications ou des comptes-rendus, ou des échos de ces manifestations où l'on exposera les buts de guerre annexionnistes de cette poignée de Français, comme elle ne manquera pas de mutiler cette réponse avant la lettre.

Nous rappellerons, hier, qu'on nous avait échoppé, le 18 juin 1915, une phrase qui était textuellement celle-ci :

« Nous sommes sûrs que la France, après la victoire, sera juste, comme elle l'a été pendant la lutte. » C'était, on le voit, extrêmement éditieux.

Ce matin, fort à propos, le Radical reproduit l'extrait du discours de M. Guernut, que nous rappelions hier, et dans lequel il qualifie de *thèse prussienne* celle de M. Barris et de la demi-douzaine de Républicains qui lui font cortège pour réclamer la rive gauche du Rhin « avec des têtes de ponts sur la rive droite ».

M. Henri Guernut a précisé la portée de ces manifestations. « Elles ont pour effet unique, a-t-il écrit, de cimenter en Allemagne l'union des partis, et de redonner de l'élan à une population fatiguée. »

C'était vrai il y a un an. C'est plus vrai encore aujourd'hui. Et c'est pourquoi les enfantillages répétés avec obstination par M. Bonnet et ses amis (cet âge est sans pitié) méritent qu'on y attache quelque importance et qu'on n'en rie pas trop.

En ces heures difficiles, rien ne pourrait être plus dangereux pour la grandeur et l'avenir de la France, que l'exploitation qu'on en pourrait faire à Berlin... et ailleurs.

Jean GOLDSKY.

Les troupes alliées au Pirée

Athènes, 1^{er} décembre. — Un détachement de troupes alliées a débarqué aujourd'hui au Pirée, à trois heures du matin. — (Agence Radio.)

La note à payer

Londres, 1^{er} décembre. — Le rédacteur parlementaire du Daily Telegraph a écrit savoir que le montant probable des crédits de guerre qui sera demandé mercredi prochain, s'élèvera à 300 millions de livres et qu'il permettra de continuer les opérations jusqu'aux premiers jours de février.

Les Députés contre la Censure

« C'EST TOUJOURS EN ALLEMAGNE »

Londres, 1^{er} décembre. — On mande d'Amsterdam au « Morning Post » : L'opposition à la levée en masse en Allemagne est très forte, et le gouvernement s'est obligé de modifier considérablement le projet, qui prévoit maintenant un contrôle par le comité du Reichstag.

Toutes les réunions de protestation contre le projet, organisées par les socialistes de Berlin dans les faubourgs et où de nombreux députés devaient prendre la parole, ont été interdites, les orateurs ayant refusé de soumettre leurs discours à la censure. — (Havas.)

Toujours les exagérations

Le nouveau « Crime Boche »

Quelques journaux ont cru devoir faire quelque tapage autour de la mort tragique d'une Française vivante dans la Belgique occupée : Mme Moresse.

Le XX^e Siècle, journal belge, publie à ce propos les renseignements judiciaires que voici :

Des journaux parisiens annoncent qu'une Française, Mme André Moresse, aurait été exécutée à Bruxelles par les boches, en février 1916, dans des circonstances analogues à celles de la mort tragique de miss Caveil.

Cette information repose sur une lettre reçue d'un commerçant de Rotterdam, par le beau-frère de Mme Moresse, lettre où on lisait ce passage sibyllin :

« M. André Moresse, dans l'impossibilité de communiquer avec vous, m'a prié de vous écrire. Mme André Moresse, votre belle-sœur, est morte tragiquement le 29 février dernier, victime de son ardent patriotisme. »

Tout en nous inclinant devant la douleur de la famille que cette mort plonge dans le deuil, nous croyons devoir mettre nos confrères français en garde contre un emballement précipité dont la propagande allemande pourrait tirer parti.

Rien, dans les nouvelles venues de Belgique depuis le mois de février, ne donne à croire que la mort de Mme André Moresse, si bonne Française que fut la défunte, puisse être comparée au trépas héroïque de miss Caveil. Il est donc évident d'instinct sur ce point des renseignements plus précis.

Quant au mari de la défunte, il est bien journaliste, en effet, mais il n'est pas inutile de noter qu'il dirige avec son frère la « Belgique », le principal journal publié à Bruxelles, sous le contrôle et avec la protection et les encouragements des autorités allemandes. Ce journal, qui a été renommé à un début par les Français « l'Unité », est considéré par tout le monde en Belgique comme l'organe de la Deutsche Bank.

Nous nous garderons de commenter, cette mise au point suffisant à juger, une fois de plus, la « manière » de certains confrères.

Les Volontaires Grecs

Londres, 1^{er} décembre. — On télégraphie d'Athènes au Times :

Les réservistes rejoignent leurs régiments en très grand nombre, comme volontaires de ce fait, s'attendant considérablement les craintes de troubles qui la pourra être provoquer.

Le colonel Negropolis est joint au mouvement de la Défense Nationale.

La fin d'un paradoxe

Nous avons commencé hier à préciser pour nos lecteurs, et aussi un peu pour ceux de l'Action Française, le rôle joué par Spiard dans le mouvement nationaliste.

Daudet n'est pas précisément amusé par la publication de ce récit qui pourrait bien détacher de lui des partisans qui n'en sont pas encore à vouloir subir d'aussi facheuses promiscuités.

La gène de Daudet se manifeste ce matin d'une façon toute particulière. Ah ! il ne fait pas le faraud, cette fois ! Il parle de tout, « des centaines de patriotes qui lui envoient des documents », il parle de Guérin, qu'il n'a jamais vu, de Viaud qu'il n'a vu que trois fois, mais il ne dit rien de Spiard.

Dommage, parce qu'il faudra bien qu'il y vienne ! Daudet recule : il n'en sautera que mieux. C'est trop drôle de jouer au moraliste intègre, à l'impitoyable justicier quand on s'appelle Daudet et qu'on a pour ami et pour complice Charles Spiard.

Ce sont les amis de Daudet eux-mêmes qui se chargeront, nous n'en doutons pas, de mettre fin à ce paradoxe.

Les « Accapareurs » D'AUBERVILLIERS

Un marchand de légumes se livrait à des trafics illégaux

Trois arrestations

En ce moment, la vie est hors de prix, c'est entendu. Quand on vous annonce une nouvelle augmentation sur telle ou telle denrée, vous faites la grimace, sans doute, mais enfin vous vous dites : « C'est la guerre qui en est cause », et vous vous résignez sur cette philosophique constatation.

Sans doute, en règle générale, la cherté des vivres est due à la guerre. Elle a parfois aussi des causes que l'on pourrait qualifier d'accidentelles.

Ainsi, il y a à quelqes temps, l'on s'étonna beaucoup en constatant que le prix de la carotte avait monté dans des proportions inquiétantes. De 150 fr. la tonne, il avait dépassé mille francs, ce qui est un joli chiffre.

En même temps, des voisins charitables — il s'en trouve toujours — avaient noté le fait qu'un marchand de légumes, un gros M. Augustin Cousin, habitant Aubervilliers, semblait prospérer d'une façon étonnante.

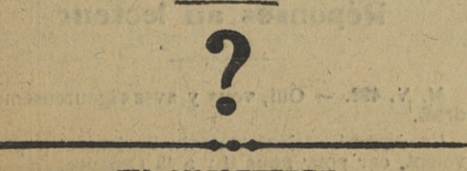
Une dénonciation parvint à la préfecture de police ou ouvrit une enquête et le résultat fut l'arrestation de M. Augustin Cousin et de deux de ses commis, accusés du délit d'accaparement.

INGENIEUX SYSTEME DE FILOUTERIE

Un personnage de la préfecture de police, que nous avons été trouver, a bien voulu nous décrire la méthode des trois mercantiles.

Pendant que M. Cousin restait à Paris, de centraliser ses petites affaires, ses

Le Secret de la Chambre



EN ANGLETERRE

La Nationalisation DES MINES

Les patrons proposent 10 0/0 de diminution de salaires... Les ouvriers réclament 15 0/0 d'augmentation.

Les patrons proposent 10 0/0 de diminution de salaires... Les ouvriers réclament 15 0/0 d'augmentation.

Londres, 1^{er} décembre. — Des propriétaires de mines, parmi lesquels on remarquait lord Rhonda et sir Clifford Cory, se réunissant hier à la nouvelle commission nommée par le département d'Etat, qui s'occupe de l'administration des mines du sud du Pays de Galles.

Le rapport officiel de la réunion établit qu'en raison de l'absence des délégués ou-

